

CCIG info

moins
de papiers
plus
d'efficacité

devillard.ch

DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

La logistique du futur

Les nouvelles technologies imposent des changements de taille dans la logistique urbaine ou digitale.

PAGE 6

Votations fédérales

La réforme Prévoyance 2020 sera le principal objet de la votation fédérale populaire du 24 septembre prochain.

PAGE 8

L'e-reputation

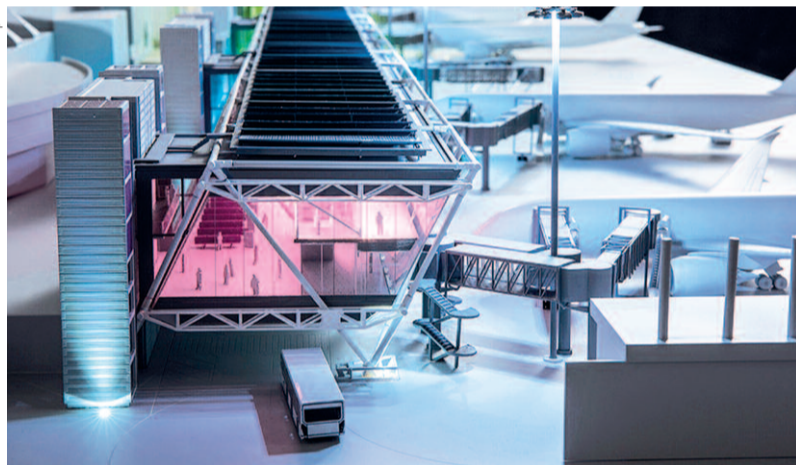
Savoir maîtriser son identité numérique et son e-reputation est devenu primordial pour les entreprises.

PAGES 9-10

TRANSPORT AÉRIEN

L'aéroport: une plate-forme qui donne des ailes à Genève

Voilà près d'un siècle que les avions prennent leur envol depuis Genève-Cointrin. Ils ne servent pas qu'aux voyages d'agrément, mais contribuent au plein succès des activités économiques de toute la région. Pour répondre aux demandes des autorités et aux besoins de la clientèle, des adaptations équilibrées s'imposent actuellement. Et ce n'est pas l'initiative populaire qui sera bientôt traitée par le Grand Conseil qui y parviendra, bien au contraire.



À l'horizon 2025, l'Aéroport de Genève sera doté de nouvelles infrastructures de qualité.

Les premiers essais de l'aviation à Genève ont lieu juste avant la Première Guerre mondiale, mais ce n'est qu'en septembre 1920 que l'aéroport a été inauguré. Depuis, sa fréquentation est en augmentation constante et a atteint, en 2015, 146 000 mouvements et 15,6 millions de passagers. La

croissance du trafic aérien à Genève se situe dans la moyenne de celles observées dans les autres aéroports européens.

Un acteur central de l'économie régionale

Pour les entreprises, la présence d'un aéroport international proche

du centre est une des forces de Genève, comme en témoignent de nombreuses études sur les conditions cadre de la région. À l'occasion de son Enquête conjoncturelle de printemps 2017, la CCIG a sondé ses membres sur l'utilité de l'aéroport. Les résultats sont parlants: deux tiers des répondants le jugent nécessaire. Et ce taux augmente en fonction des secteurs: plus de 80 % des entreprises du secteur bancaire ou de l'horlogerie ayant répondu au sondage et la quasi-totalité des entreprises industrielles ou actives dans le négoce international déclarent avoir besoin de l'aéroport¹.

L'aéroport est également une plate-forme de fret de premier plan puisque 77 % des exportations genevoises, en valeur, se font par les airs. En 2016, ce sont ainsi plus

de 70 000 tonnes de fret qui y ont été traitées. Et, suivant les secteurs économiques, le fret aérien est tout simplement vital: 90 % des exportations horlogères genevoises se font ainsi par avion².

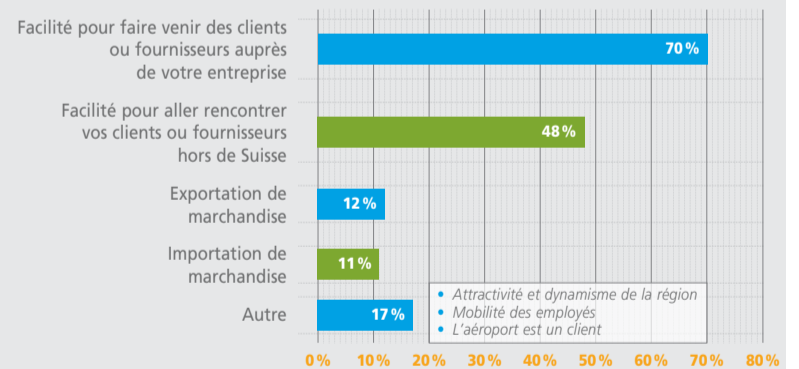
L'aéroport emploie directement près de 1000 collaborateurs et les entreprises actives sur le site (commerces, restaurants, transporteurs, etc.) représentent environ 10 000 emplois supplémentaires. Enfin,

Genève Aéroport génère près de 44 000 emplois indirects.

En termes économiques, il crée quelque 7,2 milliards de francs de valeur dans l'économie locale³. Il est également une source non négligeable de revenus pour le canton. En plus des recettes fiscales issues des activités qui lui sont liées, l'aéroport reverse en effet la moitié de son bénéfice à l'Etat de Genève, soit environ 40 millions de francs en

ENQUÊTE CONJONCTURELLE DE PRINTEMPS 2017

QUELS SERVICES L'AÉROPORT VOUS REND-IL ?



suite page 2

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires

- Publications d'offres d'emploi
- Forums carrières
- Réseau d'Alumni

022 379 77 02 | emploi@unige.ch

Employeurs **E**

Université **U**

Uni-emploi



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FRÉDÉRIQUE REEB-LANDRY
Directrice générale



Pourquoi il faut un(e) Romand(e)

La désignation de nos conseillers fédéraux est un art subtil, illustrant à merveille cet esprit de consensus qui nous caractérise : région linguistique, parti, canton, intégration sous la coupole sont les principaux ingrédients de la formule magique.

Si ce souci du consensus est admirable et a sans aucun doute bien servi le pays, il n'est pas déraisonnable de prendre en compte d'autres facteurs, tels que le dynamisme économique. D'autant lorsqu'il s'agit d'élire un conseiller fédéral ou une conseillère fédérale émanant du parti qui se veut « le parti de l'économie ».

Depuis le début du millénaire, la Suisse romande affiche la deuxième meilleure croissance régionale, derrière la Suisse centrale. Avec un PIB qui a augmenté plus que la moyenne nationale, la Romandie a accru son « poids » dans l'économie suisse de manière constante au cours des 15 dernières années et représente aujourd'hui un quart de sa valeur et, surtout, un million d'emplois.

Comptant un peu plus du quart de la population du pays, la Suisse romande est également la région la plus dynamique du pays en termes de croissance démographique, à quasi-égalité avec Zurich, et loin devant les autres régions. Sur les prochains 30 ans, soit à l'horizon 2045, sa croissance démographique devrait dépasser 27 %.

En bonne logique, la Suisse romande et son économie méritent donc un conseiller ou une conseillère fédérale PLR.

À l'heure où nous mettons sous presse, le ticket retenu par le groupe PLR aux Chambres fédérales n'est pas connu. Il est clair qu'un conseiller fédéral genevois serait un heureux choix pour notre canton. Genève joue un rôle important dans la Confédération, ne serait-ce qu'en raison de sa contribution aux finances fédérales (troisième contributeur derrière Zurich et Zoug, et seul canton romand). L'excellente santé économique de notre canton dépend dans une large mesure de conditions cadre qui sont décidées au plan fédéral et profite en retour à l'ensemble du pays.

Et notre Assemblée fédérale serait bien inspirée de capitaliser sur l'esprit entrepreneurial et innovant, ainsi que l'expérience du terrain de notre conseiller d'Etat genevois en charge de l'économie et de la sécurité.

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ▶

2016 sur un total de 258 millions de francs pour la période 2010-2016.

Enfin, l'accessibilité que l'aéroport confère à Genève est essentielle pour le tourisme d'affaires et le secteur international. Le canton accueille chaque année de multiples congrès et réunions, liés soit à la présence des organisations internationales, soit à celle des multinationales. Genève Aéroport joue en outre un rôle important sur le plan diplomatique puisque, en 2016, 4500 accueils protocolaires y ont été organisés.

La fiche PSIA: un instrument de planification

Qu'elle soit liée à une économie toujours plus globalisée ou aux loisirs, la demande en transport aérien est réelle et continuera d'augmenter. Les autorités fédérales et cantonales en sont conscientes et mettent actuellement, avec le soutien de Genève Aéroport, la dernière main à la nouvelle version de la fiche PSIA (plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique). Cet instrument de planification et de coordination de la Confédération fixe de manière contraignante pour les autorités les objectifs et exigences relatifs à l'infrastructure de l'aviation civile suisse. Le PSIA comprend deux parties : une partie conceptuelle et une partie regroupant les objectifs et exigences par installation.

Afin d'estimer la fréquentation future de l'aéroport, une étude de

la demande d'ici à 2030 a été réalisée. Les projections aboutissent à une hausse du nombre de passagers de quelque 3 % par an, mais de 1,6 % seulement s'agissant des mouvements. Ces vingt dernières années, la hausse des passagers a en effet toujours été bien plus forte que celle des mouvements, car les avions sont toujours mieux remplis. Le nombre de passagers par mouvement est ainsi passé de 61 à 107 en vingt ans (voir tableau ci-dessous).

Ces estimations, qui ne sont donc pas des objectifs, ont pour but de permettre à l'aéroport de planifier ses investissements et d'adapter ses infrastructures. Si l'évolution du nombre de passagers devait être inférieure, les investissements seraient revus en conséquence à la baisse.

Le projet de fiche PSIA devrait être mis en consultation cet automne. La CCIG fera part de ses observations et soulignera la nécessité de prendre correctement en compte les intérêts des entreprises et de l'économie genevoise.

Une initiative qui fait fi de la réalité

Inquiets de l'estimation de l'évolution du nombre de passagers de quelque 3 % par an – ce qui reviendrait à 25 millions en 2030 – plusieurs associations ont récemment déposé une initiative cantonale dont le titre est « Pour un pilotage démocratique de l'aéroport de Genève –

Reprenons en main notre aéroport ». Cette initiative (IN 163) sera prochainement traitée par le Grand Conseil. Le Conseil d'Etat invite le Parlement genevois à la rejeter, sans y opposer de contreprojet. Il considère en effet que les mesures environnementales proposées par l'initiative sont déjà appliquées et que les contraintes administratives supplémentaires sont inutiles.

Impact de l'aéroport sur son environnement

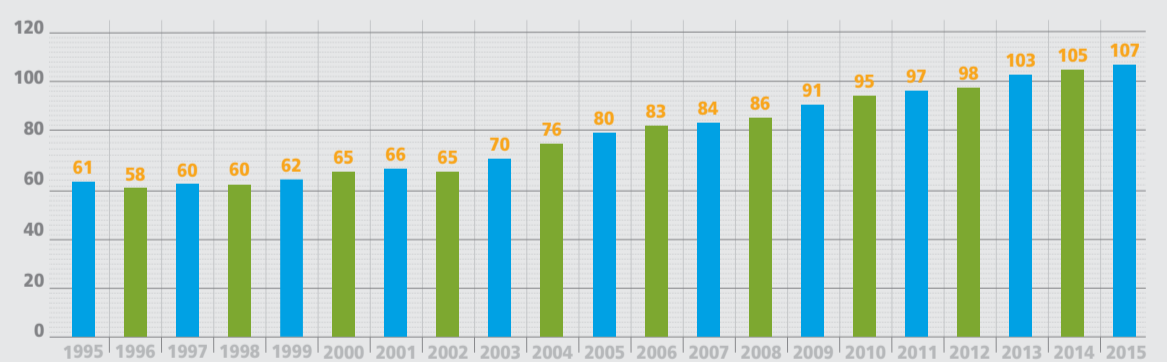
Les gestionnaires de l'aéroport prennent en compte l'impact de la plateforme sur les personnes qui y travaillent et sur celles qui vivent dans sa périphérie. Genève Aéroport a ainsi déjà investi, entre 2004 et 2016, 54 millions de francs dans un programme d'insonorisation de 3640 habitations riveraines de l'aéroport.

Les mouvements entre 22h et minuit sont soumis à d'importantes restrictions et les décollages (plus bruyants que les atterrissages) après 22h généralement refusés. Genève Aéroport a également décidé de renoncer à la possibilité d'autoriser les décollages matinaux entre 5h et 6h. Il faut néanmoins souligner que certains mouvements ne peuvent pas être refusés, par exemple les vols diplomatiques et les urgences sanitaires.

Les progrès technologiques rendent les appareils de moins en moins bruyants. Genève Aéroport encourage d'ailleurs les compagnies aériennes à utiliser les avions les

NOMBRE DE PASSAGERS PAR MOUVEMENT

Source: OFS/CCIG



suite page 3 ▶

**PALAIS
CREATIONS**
TRAITEUR DES GRANDS EVENEMENTS



Événements d'entreprise
Inaugurations
Lancements de produits
Cocktails
Banquets

“FAIRE
POUR VOUS
LES CHOSES
EN GRAND”

Palais Créations SA
CP 112
1218 Le Grand-Saconnex
T. +41 (0)22 761 15 80

INFO@PALAISCREATIONS.CH
WWW.PALAISCREATIONS.CH

plus récents et les moins bruyants, via des taxes d'incitation. Et cela fonctionne : en 2016, quelque 88 % des avions qui se sont posés à Genève appartenaient aux classes les plus silencieuses.

Un difficile équilibre à trouver
Lors de sa construction, Genève Aéroport se trouvait en pleine campagne. Aujourd'hui, il se situe en plein environnement urbain, ce qui génère des contraintes et des gênes

inévitables. Mais il faut rester conscient qu'un appauvrissement de la desserte aérienne de Genève déploierait des effets négatifs pour l'économie régionale, la Genève internationale et les utilisateurs pri-

vés. L'initiative 163 doit être combattue pour cela, d'autant plus qu'elle donne l'impression – fautive – que rien n'est fait pour tenir compte des nuisances alors que la Direction de l'aéroport et les autori-

tés agissent déjà depuis longtemps pour minimiser l'impact de son activité. Soucieuse de préserver des conditions cadre propices aux entreprises, la CCIG recommande d'ores et déjà de la rejeter. ■



Industrie

Laurence DE LA SERNA
directrice générale de Jean Gallay SA
(composants mécanosoudés) et membre
du Conseil de la CCIG

Comment jugez-vous l'importance de l'aéroport pour vos activités ?

Très importante. Nos exportations constituent 90% de notre chiffre d'affaires, soit 27 millions de francs, dont un cinquième est effectué par avion. Nous sommes aussi tributaires de l'aéroport pour nos importations : nous travaillons avec des métaux spéciaux dont un gros tiers provient des Etats-Unis. Nous recevons chaque année 19 tonnes de métaux, représentant 77 m³.

Comment jugez-vous l'importance de la proximité de l'aéroport de Genève ?

Nous sommes à 5 km de l'aéroport. Cette faible distance nous économise des trajets ! Sans Genève, nous serions obligés d'acheminer nos pièces à Zurich ou Bâle.

Quelles sont les évolutions que vous souhaiteriez voir à l'avenir s'agissant notamment du fret ?

Nous sommes satisfaits des prestations aéroportuaires, même si cela concerne davantage notre transitaire que nous directement. Notre seul souci est que les coûts de ces prestations ne prennent pas l'ascenseur.



Ports francs

Alain DECRAUSAZ
directeur général des Ports Francs
et Entrepôts de Genève

Comment jugez-vous l'importance de l'aéroport pour vos activités ?

L'aéroport est essentiel pour nous autres transitaires, évidemment pour les marchandises, mais aussi pour la clientèle, qui apprécie la proximité immédiate de l'aéroport avec notre site. Et tout ce que nous ne transporterions pas par voie aérienne se reporterait d'abord sur la route, avant même le rail.

Quels sont les projets logistiques que les Ports Francs de Genève envisagent à l'avenir avec l'aéroport ?

On s'acheminera vers des processus à flux tendu. Probablement qu'à cet effet, les zones de fret devront être un peu déplacées et réorganisées. Des liaisons internationales directes vers des hubs mondiaux doivent être encore développées au départ de Genève. Cela peut faire gagner un jour de travail à un transitaire ! Heureusement, la nouvelle Direction de l'aéroport est à l'écoute de nos besoins.

Comment jugez-vous le fonctionnement des processus liés au fret à l'aéroport ? Y a-t-il des points à améliorer ?

Pour les marchandises, le fonctionnement actuel est bon. Mais, à l'avenir, il faudra veiller à investir encore dans la sécurité, pour qu'elle soit optimale ; l'enjeu est crucial. On ne pourra pas non plus agrandir indéfiniment l'aéroport, qui doit garder une taille humaine. C'est la qualité des prestations qu'il s'agit désormais de préserver.



Multinationales

Fabrice EGGLY
directeur des relations extérieures de JTI
(Japan International Tobacco)

Comment jugez-vous l'importance de l'aéroport pour vos activités ?

L'aéroport est primordial pour nous, car si notre siège social est basé à Genève, nous avons des bureaux dans différents endroits de la planète. Il nous permet donc de nous y rendre constamment et d'avoir des liens avec des partenaires commerciaux partout dans le monde.

Quel est le lien entre l'aéroport et votre secteur d'activités au quotidien ?

Nous y effectuons beaucoup d'opérations logistiques, y avons créé un salon fumeur, pouvons faire venir des voyageurs d'affaires et bénéficions de tarifs d'entreprise avec la plupart des compagnies.

Quelles sont les évolutions que vous souhaiteriez voir à l'avenir à l'aéroport ?

Nous aimerions deux ou trois destinations avec vol direct vers le Japon (Tokyo), le Brésil (Sao Paulo) et l'Afrique du Sud (Johannesburg). Mais aussi développer ou améliorer les services aéroportuaires aux grandes entreprises sans oublier les voyageurs d'affaires (GVA e-services, services VIP, par exemple).



Tourisme

Olivier EMCH
directeur de l'agence de voyage Executive
Travel SA et membre du Conseil de la CCIG

Confirmez-vous l'importance de l'aéroport pour l'activité touristique régionale ?

Oui, la proximité de l'aéroport avec le centre-ville est un atout à préserver. Et le nombre de ses dessertes a de quoi nous réjouir. Avec mon agence, qui mise sur le tourisme d'affaire, je suis bien placé pour constater son rôle-clé pour les entreprises et la Genève internationale.

Que représente Genève en termes de marché touristique : un hub de transit ou une destination en soi ?

Pour moi, il est évident que Genève et sa région attirent directement beaucoup de voyageurs tant pour le tourisme d'affaires que d'agrément. Et il faut qu'ils puissent dépenser ici, voire y installer leurs activités.

Pour le secteur touristique, quelles sont, à vos yeux, les priorités s'agissant du développement de l'aéroport ?

Je pense qu'on devrait mettre l'accent sur les vols long-courriers qui, bien que plus nombreux depuis quelques années, sont encore peu développés. Sinon, Genève Aéroport doit miser sur le confort et les prestations à l'usager et pas seulement sur le nombre de vols. Si la croissance est vitale pour son attractivité, elle ne doit pas se faire à n'importe quel prix, sans tenir compte de son environnement.

CAMPAGNE « INDUSTRIE DE GENÈVE »

Le monde de demain

La CCIG et l'Union industrielle genevoise (UIG), en association avec l'Office de promotion des industries et technologies (OPI), de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) et avec le sou-

tien de la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI), de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale, de l'Université de Genève, lancent une vaste cam-



pagne destinée à montrer le vrai visage de l'industrie à Genève : un secteur varié et dynamique, source d'innovation ! La campagne vise également à valoriser les filières de formation et les nombreux débouchés d'avenir offerts par l'industrie.

Forte de ses atouts, l'industrie genevoise est aux avant-postes pour créer « le monde de demain », une signature qui deviendra un hashtag fédérateur sur les réseaux sociaux tout au long de cette campagne. Au cœur du dispositif, www.industrie-geneve.ch est une porte d'entrée sur les mondes de l'industrie genevoise : site de référence et d'information, il regroupe également des portraits filmés de jeunes en formation et un blog en lien avec l'actualité. ■



BMC propose son ERP ...



« La **stratégie** pour atteindre **vos objectifs** »

LA SOLUTION DE GESTION POUR LA DISTRIBUTION, LOGISTIQUE, HORLOGERIE, PRODUCTION, FINANCE, RH, POINT DE VENTE, REPORTING

Plus de 4000 utilisateurs en Suisse !

COMMERCE INTERNATIONAL

L'Asie : avenir de l'économie mondiale ?

L'Asie dispose d'un potentiel énorme et d'une croissance fulgurante. Les accords signés avec de nombreux pays de cette région renforceront l'expansion des entreprises suisses sur ce marché, en particulier des petites PME.

Et les projections le disent : le centre de gravité historique se sera déplacé sur ce continent en 2025, après l'Europe, puis les Etats-Unis au 20^e siècle.

L'Asie représente, avec l'Europe, le principal marché d'exportations pour la Suisse, a récemment rappelé à la CCIG Michael Kleiner, délégué au développement économique de la DG DERI (Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation). Hong Kong, Singapour, le Japon, la Chine, Taïwan et la Corée du Sud figurent parmi les principaux débouchés. L'horlogerie et la joaillerie restent des domaines-clés.

En 2016, Switzerland Global Enterprise (S-GE) a soutenu 4972 PME helvétiques exportatrices dans le monde au travers de ses 22 Swiss Business Hubs, dont 10 sont en Asie. « Quand on veut s'implanter en Asie, il faut s'adapter culturellement et être prêt à affronter ce marché avec un projet innovant, respectueux des règles et à des coûts abordables », estime Alain Graf, *senior consultant* à S-GE. Mieux vaut par exemple savoir que les Chinois utilisent abondamment

les chats, mais pas les e-mails. « La société occidentale doit se préparer à aborder autrement les marchés émergents pour éviter toute déconvenue. Elle doit notamment faire preuve de disruption et d'inventivité », avance pour sa part Visarut Phadermchit, de TGS Commercial Group, entreprise asiatique récemment implantée en Suisse.

Les jeunes gens sont avides de découvrir cette culture. Avec ICL, l'agence de placement qu'il a

cofondée avec Bastien Dumont, Nicolas de Toledo aide les étudiants à faire des stages en Chine (cf. encadré). « De nombreux jeunes Suisses veulent aller à la rencontre des *Chinese millennials*, mais il leur manque un soutien pour franchir le pas », indique-t-il, en évoquant un fossé de perception : beaucoup de jeunes participants constatent que la réalité est tout autre qu'ils l'imaginaient. Ainsi, ils découvrent en Chine un gros potentiel d'énergie solaire et non un ciel pollué. ■

Les tribulations de Romands en Chine

La CCIG soutient l'ICL Cup, un concours ouvert aux étudiants, apprentis et diplômés des écoles suisses âgés entre 18 et 25 ans. Pour la deuxième édition, huit lauréats ont été désignés cet été, récompensés par deux mois de stage à Shanghai, tous frais payés. L'an dernier, ils étaient quatre, dont Philippe Nasr et Anne-Lise Dequenne, désormais associés de la start-up carougeoise « Baobab ». Interview.

« Après avoir décroché mon diplôme de sciences politiques de l'UNIGE, j'ai tenté la chance de découvrir un monde qui m'était inconnu, explique Philippe Nasr. J'ai été ravi de ce stage, que j'ai prolongé, avec apprentissage du mandarin le matin, stage pratique l'après-midi et réseautage le soir ».

« Pour ma part, je suis diplômée HEC à Lausanne », indique Anne-Lise Dequenne. Quand j'ai entendu parler de l'ICL Cup, j'ai postulé aussitôt et réussi à décrocher le stage auprès du Swiss Center Shanghai. J'y suis resté un an, ce qui m'a permis d'apprendre la langue la plus répandue au monde et de m'immerger dans cette culture si stimulante ».

Il existe encore beaucoup de stéréotypes sur la Chine : fraude, insécurité, économie verrouillée et pollution, mais



La deuxième édition de l'ICL Cup a permis à huit jeunes Suisses, étudiants ou apprentis, d'être engagés pour deux mois à Shanghai auprès d'un employeur. Parmi eux, deux Genevois, Jonathan Wei et Franka Kling Villareal.

les jeunes ont été agréablement surpris. « À Shanghai, 90 % des scooters sont électriques. L'Occident pourrait s'en inspirer, remarque Philippe Nasr. Bien sûr, il reste des progrès sociaux ou de formation à faire, mais le gouvernement y est sensible. Et les technologies sont partout dans les villes ».

Pour monter leur projet, les deux jeunes ont observé que les cadeaux d'affaires et objets personnalisés étaient trop uniformisés dans le monde. « Notre idée est de trouver des produits innovants et de permettre aux entreprises de les personnaliser pour surprendre davantage leurs clients et partenaires », précise Anne-Lise Dequenne.

« Nous voulons être fiers du *Made in China* et en devenir des ambassadeurs », renchérit Philippe Nasr. L'Empire du Milieu fait encore peur

aux jeunes Suisses, qui ne veulent pas franchir le pas, alors qu'il existe des solutions pour y travailler ou étudier. C'est sûr que l'ICL Cup donne un coup de pouce, mais, si le jeune n'est pas sélectionné, les occasions ne manquent pas de décrocher un job sur place. D'autant que la main d'œuvre suisse est souvent qualifiée et spécialisée.

En lançant début 2017 Baobab, les deux jeunes Romands poursuivent un but lucratif et pédagogique. D'ailleurs, ils comptent emmener eux-mêmes un stagiaire suisse en Asie l'an prochain. « Les Chinois ont bien compris comment nous fonctionnions : ils sont lucides, humbles et ouverts d'esprit ».

« On dit souvent qu'ils vont nous manger, c'est plutôt nous qui ne comprenons pas toujours que nous pouvons et devons travailler avec eux ».

COMMERCE INTERNATIONAL

Jeudi 28 septembre 2017 de 8 h 30 à 18 h 00
CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

Iran twenty months after lifting of international sanctions: overview, perspectives and challenges

Cette conférence, donnée en anglais par un avocat établi aux Etats-Unis et spécialisé dans les sanctions et règlements OFAC, offrira un examen approfondi des dernières mesures prises par le gouvernement américain.

Des responsables d'entreprises suisses et iraniens fourniront également leur point de vue sur d'importants marchés iraniens, les opportunités d'investissement, le statut des réformes du système financier et les perspectives à long terme de l'économie iranienne.

Cette conférence est incontournable pour ceux qui s'intéressent au potentiel des affaires iraniennes tout en voulant minimiser les risques.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

Vendredi 24 novembre 2017 de 8 h 30 à 16 h 00
Swisstech Convention Center, EPFL, Lausanne

Léman Business Matchmaking 2017



Cette convention d'affaires franco-suisse est dédiée aux secteurs **Biotech** et **Medtech**. Elle permettra aux entreprises, start-up, industriels, investisseurs, laboratoires de recherche, établissements de soins, clusters, etc. d'identifier de nouveaux partenaires et d'échanger sur les opportunités de ce marché en France et en Suisse.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda



Votre Concessionnaire Mercedes-Benz Rive Gauche-lac.

- VENTE
- SERVICE APRES-VENTE
- CARROSSERIE
- PIECES DETACHEES
- CENTRE OCCASION StarClass

Mercedes-Benz
The best or nothing.



Automobiles Caveng SA

135 route de Chêne, 1224 Chêne-Bougeries, Tél. +41 22 888 16 16
www.automobiles-caveng.ch

TÉLÉTRAVAIL ET COWORKING

Comment passer au smart work : profitez d'un accompagnement gratuit !



Le *smart work* ou travail agile, et plus particulièrement la pratique du télétravail et du coworking, a de

nombreux avantages pour les entreprises. Il permet d'optimiser les charges immobilières et d'apporter de la flexibilité et de nouvelles fonctions aux espaces de travail. Il donne aussi la possibilité d'améliorer la qualité de vie des salariés et donc l'attractivité de l'employeur qui le met en pratique.

Le tout en ayant un impact sociétal positif, puisque les effets négatifs des déplacements domicile-travail sont réduits.

Un **appel à candidature va bientôt être ouvert** pour sélectionner quatre entreprises qui bénéficieront d'un accompagnement sur mesure

pour passer au smart work. Celui-ci leur permettra d'identifier les potentiels pour leur organisation, de tester des outils innovants et de définir une stratégie de mise en pratique.

Cet accompagnement est proposé dans le cadre d'un projet Interreg

France-Suisse, porté par les bureaux Sofies et Ocalia, qui vise à encourager les nouvelles formes de travail et à développer un réseau de lieux de travail partagés sur le Grand Genève. ■

■ INFORMATIONS :
www.teletravail-geneve.com

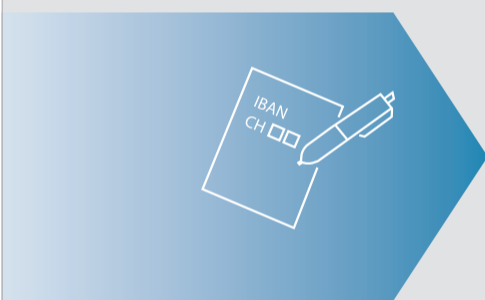
Comment se préparer à l'harmonisation du trafic des paiements?

Le système suisse des paiements évolue pour être en adéquation avec la norme internationale ISO 20022.

Afin d'anticiper et d'évaluer correctement les adaptations à entreprendre dans le cadre de l'harmonisation du trafic des paiements, diverses mesures préparatoires peuvent être prises.

L'harmonisation concerne l'ensemble des entreprises qui génèrent des paiements et/ou gèrent des factures avec un logiciel comptable. D'ici 2018, tous les acteurs du marché devront adapter leurs systèmes de paiement. Des périodes de transition permettront à chacun de s'adapter.

Utilisez systématiquement l'IBAN*



- Enregistrez votre IBAN* dans votre logiciel de comptabilité
- Renseignez les numéros de compte de vos clients au format IBAN* dans votre base de données
- Mettez à jour les documents et autres formulaires sur lesquels figure votre numéro de compte (modèles de paiement, ordres permanents, factures, formulaires, modèles de lettre, etc)

*International Bank Account Number

Mettez à jour votre logiciel de paiement



Si vous utilisez un logiciel standardisé :

- Contactez votre fournisseur de logiciel pour vous assurer que sa solution est compatible avec la norme ISO 20022

Si vous utilisez votre logiciel de paiement :

- Prenez contact avec votre département informatique et planifiez avec lui la conversion aux nouveaux formats
- Prévoyez le budget nécessaire

Dans tous les cas,

- Prenez contact avec votre banque pour savoir quand elle acceptera les nouveaux formats
- Réalisez des tests avec votre banque

Adaptez vos imprimantes et scanners qui devront prendre en charge le QR Code



Si vous émettez des bulletins de versement :

- Assurez-vous auprès de votre fournisseur de l'adaptation de votre logiciel pour la génération des codes de données (QR Code)
- Faites le point sur votre stock de formulaires actuels; recommandez des bulletins de versement actuels en quantité limitée
- Assurez-vous que votre imprimante puisse imprimer des QR Code de qualité

Si vous recevez et traitez des bulletins de versement :

- Prévoyez à terme d'adapter vos lecteurs et scanners afin d'être en mesure de lire et d'interpréter le code de données



Plus d'information ?
022 809 22 88 - iso20022@bcge.ch

Réalisez votre **diagnostic personnalisé** et retrouvez toute l'information utile sur notre site internet :
www.bcge.ch/harmonisationtp

ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE

Le monde de la logistique en plein chantier

La refonte de la logistique est sans doute l'un des enjeux des années à venir. Ce processus qui permet d'amener une marchandise du fournisseur au consommateur n'a pas encore atteint un fonctionnement optimal. Mais la technologie aide maintenant à stocker et transporter des produits, ainsi qu'à identifier les bonnes pratiques.



Luc Barthassat, conseiller d'Etat chargé du département de l'environnement, des transports et de l'agriculture, et Nathalie Hardyn, directrice adjointe de la CCIG.

Se remettre en question a du bon, et c'est l'intention poursuivie par [Genie.ch](#). Cette plate-forme d'écologie industrielle a récemment organisé à la CCIG un atelier sur la logistique urbaine, sous l'égide de la Direction générale des transports et de la Fondation pour les terrains industriels. Le conseiller d'Etat Luc Barthassat y a participé aux côtés d'entrepreneurs. Le but ? Identifier les améliorations à mettre en œuvre à Genève, ce qui implique des partenariats publics-privés.

Sur la base d'expériences sectorielles, des groupes thématiques se sont constitués pour voir les applications possibles dans le canton. Leur réflexion a débouché sur les constats et idées qui suivent.

1^{er} atelier: Le centre de distribution urbaine par mutualisation
En élaborant des règlements adé-

quats, il faudrait réserver des emplacements, privilégier le rail et faire mieux coopérer les acteurs concernés. Certains parkings privés inutilisés au centre-ville pourraient être reconvertis, moyennant certains réaménagements.

2^e atelier: La distribution de marchandises-colis

Au vu de la prolifération des colis engendrée par l'e-commerce, l'idéal serait d'améliorer le système de récupération par la création de points-relais en plusieurs lieux dans la ville.

3^e atelier: Le stockage déporté

La congestion du trafic est un problème central à Genève: dès lors, l'idée serait de mieux distinguer le flux des voyageurs de celui des marchandises, d'éviter les nuisances, de décentraliser les centres de stockage et de privilégier les showrooms plutôt que les maga-

sins. Le retrait des produits pourrait se faire loin du centre-ville. Un sondage auprès des commerçants est recommandé.

4^e atelier: L'opérateur logistique

Il faudrait partager certains espaces urbains peu valorisés ou réserver du foncier à un prix acceptable. De nouveaux modèles de mutualisation pourraient ainsi être développés, en distinguant les denrées périssables ou non, sans oublier la gestion des déchets. Au plan réglementaire, il y aurait une réflexion à mener sur les horaires de livraison, encore trop stricts.

Un plan d'actions novateur

Pour répondre à ces enjeux, la Direction générale des transports veut élaborer avec les milieux professionnels un plan d'actions 2019-2023 pour les marchandises et la logistique urbaine. Mais cela fait des années que ces derniers tirent la sonnette d'alarme et se plaignent des effets négatifs que le trafic urbain encombré à Genève cause à leurs affaires.

En décembre 2014, après moult tergiversations, des députés – dont le directeur général sortant de la CCIG Jacques Jeannerat – avaient réussi à faire adopter la loi 10991. En résumé, celle-ci exige que les transporteurs soient mieux considérés dans le réseau actuel et qu'un Conseil du transport privé professionnel voie le jour. Mais force est de constater que cette modification de la loi sur les routes a mis du temps à être prise en considération. L'intention globale est désor-

mais de prévoir des plateformes favorisant la *supply chain* (amélioration des flux). Mais aussi de localiser les entreprises selon leur besoin, d'utiliser des véhicules propres et de développer des livraisons par drone ou robot.

Mais la logistique, c'est aussi la digitalisation, une « tour de contrôle globale des flux ». Sous l'impulsion de Pierre-Dominique Hohl, la société genevoise *EasyShipping4u* a lancé une application *Transport cloud*: celle-ci optimise le service expédition d'une entreprise et pilote les fournisseurs via un monitoring (tableau de surveillance). Par exemple, la société Clarins a ainsi supprimé quatre systèmes différents, qui empêchaient toute visibilité globale sur la chaîne ou le partage de formulaires. Quant à la Banque Cantonale Vaudoise, elle est passée à la signature électronique, plus pratique.

Un suivi en temps réel

Des outils technologiques performants sont nécessaires pour savoir où la marchandise se trouve en

temps réel. Ils évitent les coûts qu'impliquent les vérifications, peuvent empêcher la répétition d'erreurs et anticiper les besoins. Dans le commerce de détail en particulier, la tendance va vers la vente directe, l'« ubérisation » (par des applications mobiles) et la robotisation (capteurs ou impression 3D). La perspective est claire: il y aura moins de magasins physiques au profit d'un système immédiat à flux tendu. L'efficacité des livraisons de marchandises sera essentielle à son succès et deviendra un levier de croissance pour les entreprises de logistique. ■



VOIR LA VIDÉO:

<https://youtu.be/Kv7RMhjajxg>

CAFÉ DIGITAL - ÉPISODE 4

Mardi 12 septembre de 8h30 à 10h30 - CCIG

Sécurisez vos données dans le Cloud

Une mauvaise gestion de ses données peut entraîner une série de risques juridiques, économiques et d'atteinte à la réputation pour l'entreprise. Lors de ce quatrième « Café Digital », deux experts du Cloud ainsi qu'un spécialiste des questions juridiques relatives à la digitalisation d'entreprise et la sécurité des données dont le cadre est fixé par l'Etat de Genève donneront des conseils permettant de mieux organiser et sécuriser ses données.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda



CHEZ NOUS, LA STAR C'EST VOS ARCHIVES!

CONSERVATION ET GESTION
D'ARCHIVES PAPIER

NUMÉRATION ET
ARCHIVAGE ÉLECTRONIQUE

IRON MOUNTAIN®

Secur'Archiv

www.ironmountain.ch/fr
T: 022 827 80 25 ou 0800 00 24 24

PROCÉDURE DE CONSULTATION

Accord d'assistance administrative en matière douanière avec les États-Unis

Le Conseil fédéral met en consultation un projet d'accord d'assistance administrative en matière douanière avec les États-Unis. L'accord prévoit une collaboration bilatérale plus étroite en matière de prévention, d'instruction et de détection d'infractions douanières, dans la mesure où de telles infractions vont à l'encontre des intérêts

économiques, fiscaux et commerciaux des deux États.

En parallèle, le Conseil fédéral informe que les États-Unis conditionnent à la conclusion de cet accord le fait d'ouvrir éventuellement (sans garantie toutefois) des négociations sur un accord relatif à la reconnaissance mutuelle des

mesures douanières de sécurité. Un tel accord entraînerait, toujours selon le Conseil fédéral, des simplifications des formalités douanières en matière d'importation de marchandises aux États-Unis.

Afin de lui permettre de représenter au mieux les intérêts et préoccupations des entreprises, la CCIG invite ses membres intéressés par cette thématique à transmettre leurs observations et

leurs réponses aux questions ci-dessus à Marc Rädler, assistant politique, à l'adresse suivante : m.radler@ccig.ch, d'ici au vendredi 29 septembre 2017. ■

Les documents concernant ce projet sont consultables sur le site de l'Administration fédérale, sous l'intitulé « Accord d'assistance administrative en matière douanière avec les États-Unis » : www.admin.ch/ch/ff/gg/pc/pendent.html.

PUBLI-REPORTAGE



Une alternative au PAV voit le jour à Plan-les-Ouates

Une gare logistique souterraine et des surfaces locatives destinées à l'industrie, à l'artisanat et aux PME. Avec deux bâtiments déjà vendus, Espace Tourbillon s'annonce comme un succès et une solution pour les entreprises devant quitter le PAV ou celles qui souhaitent emménager dans des locaux neufs.



Des surfaces industrielles au-dessus d'une gare logistique.



L'extension du tram 15 sera terminée en 2019.

Dès 2020, la zone industrielle de Plan-les-Ouates accueillera un complexe immobilier hors du commun. Cinq bâtiments de sept étages proposeront des surfaces en location aux entreprises actives dans l'industrie, l'artisanat, la recherche, les services ainsi que des restaurants et des commerces. Swiss Prime Site Immobilien SA, le leader suisse des sociétés immobilières cotées en bourse, a démarré le chantier d'Espace Tourbillon au mois de juin. Avec 95 000 m² de surfaces locatives, c'est l'un des plus grands projets immobiliers de la commune, voire du canton.

L'originalité du projet réside véritablement dans la liaison entre les bâtiments et leur sous-sol. Une galerie de 350 mètres, conçue pour accueillir simultanément plusieurs camions de 40 tonnes, traverse toute la parcelle. Cette gare logistique répond aux besoins des entreprises qui doivent transporter fréquemment des marchandises et les stocker en toute facilité. À ce même niveau, ce sont 18 000 m² de dépôts qui seront à la disposition des futurs locataires. À l'abri des intempéries et en toute

sécurité, ces derniers pourront ainsi décharger leurs marchandises et les ranger dans des dépôts d'une hauteur allant jusqu'à 5,66 mètres. Chaque bâtiment du site sera équipé de monte-charges de grande capacité pour favoriser la distribution des marchandises entre la zone de livraison du sous-sol et les étages.

Confiée au bureau Brodbeck-Roulet, l'architecture du projet a été conçue pour faciliter les flux de véhicules et des personnes. Au rez-de-chaussée, les bâtiments se répartissent autour d'une promenade centrale réservée aux piétons et aménagée avec des espaces verts et des plans d'eau. À ce niveau, les surfaces proposent une hauteur de 4,17 mètres sous plafond afin de pouvoir accueillir facilement des activités industrielles. Pour favoriser les échanges et la convivialité, des arcades accueilleront un *food-court*, un supermarché ainsi que divers services, dont une boîte postale. Avec des façades entièrement vitrées et des fenêtres ouvrables, les bâtiments disposeront également de cours intérieures afin d'offrir une belle luminosité dans les

espaces de travail. Au dernier étage, un attique avec de larges terrasses permettra de profiter d'une vue panoramique sur tout le bassin genevois. Les surfaces peuvent être louées par plateau entier, avec une superficie de 1468 m² à 3036 m² ou être divisées en lots dès 50 m² et aménagées au grès du preneur. Convaincu par le projet et par l'adaptabilité des différents volumes, la Fondation Hans Wilsdorf a acheté deux bâtiments pour les mettre à disposition d'importantes institutions sociales du canton de Genève. Ainsi, ce sont déjà plus de 35 000 m² d'Espace Tourbillon qui ont trouvé preneur.

Déménager son entreprise

Espace Tourbillon offre une solution adéquate aux entreprises qui devront quitter le secteur Praille-Acacias-Vernet (PAV). Cette ancienne zone industrielle proche du centre de Genève est en passe d'être transformée en quartier résidentiel et commercial. Pour les nombreuses sociétés qui y sont actuellement implantées, le choix d'un nouvel emplacement, accessible et attractif, est donc pri-

mordial. Située à l'ouest de Genève et à proximité de l'autoroute, la zone industrielle de Plan-les-Ouates est un lieu stratégique pour le secteur secondaire, car elle permet d'accéder rapidement aux deux rives du lac Léman. Rolex, Ralph Lauren, Clarins, ST Microelectronics ont justement choisi ce site pour installer leur siège ou leurs lignes de production.

De plus, les autorités genevoises ont planifié la mise en service de l'extension de la ligne de tram 15, qui reliera la ville de Lancy à Perly. Cette nouvelle ligne raccordera la zone industrielle à la gare de Lancy-Pont-Rouge et au CEVA, le train rapide circulant entre la gare Cornavin, les Eaux-Vives et Annemasse. Un arrêt de tram est prévu devant Espace Tourbillon et il suffira d'une dizaine de minutes pour rejoindre Lancy-Pont-Rouge, qui deviendra la deuxième gare la plus fréquentée du canton. Avec le développement du réseau ferroviaire Léman Express, les CFF ont l'ambition de remodeler la mobilité de la région franco-valdo-genevoise, offrant des perspectives de développement à toute la région de

Plan-les-Ouates. Le canton de Genève y prévoit justement un des grands projets de développement urbain : les Cherpines. Un écoParc artisanal et industriel complètera la création de logements ainsi que des infrastructures publiques avec un potentiel de 3000 logements et de 2500 emplois.

Avec Espace Tourbillon, Swiss Prime Site Immobilien SA participe activement au dynamisme industriel de Genève. L'emploi dans ce secteur est en pleine croissance et offre des perspectives de développement de carrière tout à fait intéressantes. Le développement de l'industrie fait d'ailleurs partie de la stratégie économique cantonale 2030 du canton. ■



SPG Intercity
Tél. : +41 (0) 22 707 46 00



Wincasa
Tél. : +41 (0) 52 268 88 88

www.espacetourbillon.ch

VOTATIONS DU 27 SEPTEMBRE 2017

Prévoyance 2020 en bref

La réforme du système de prévoyance vieillesse – Prévoyance 2020 – est composée de deux volets, tous deux soumis à votation: la Loi sur la réforme de la prévoyance vieillesse et l'Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA. L'acceptation de ces deux volets par la population est nécessaire pour que le projet de réforme aboutisse.

Fruit de longs travaux au Parlement fédéral, le projet de réforme entend répondre à l'évolution démographique (allongement de l'espérance de vie, ratio des personnes actives par rapport aux retraités) et des marchés financiers (diminution du rendement des capitaux), ainsi qu'à la problématique du financement de l'AVS à l'avenir.

La réforme s'articule autour de mesures liées tant au premier pilier (AVS) qu'au deuxième (LPP). En

particulier, elle prévoit une retraite flexible entre 62 et 70 ans tant dans l'AVS (qui ne connaît actuellement qu'une anticipation de deux ans avec réduction de la rente de 6,8 % par an) que dans la LPP. Une harmonisation de l'âge de référence est également prévue, l'âge de la retraite des femmes passant de 64 à 65 ans d'ici 2021.

Pour l'AVS, un financement additionnel au travers d'un relèvement de 0,3% du taux de TVA dès 2018 est prévu. Au niveau de la LPP, une diminution de 6,8% à 6,0% du taux de conversion minimal est

prévue, permettant de garantir les rentes dans le futur.

Enfin, un supplément de 70 francs par mois est proposé pour toutes les nouvelles rentes de vieillesse, ainsi qu'un relèvement du plafond de la rente maximum pour les couples mariés de 150% à 155% de la rente simple.

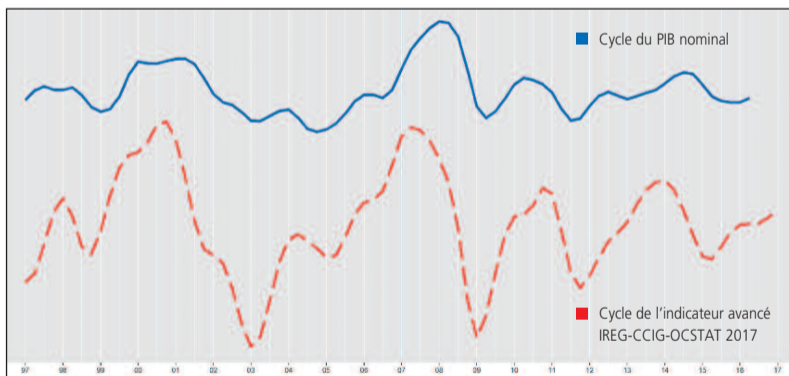
La CCIG recommande l'acceptation de cette réforme, qui résulte d'un compromis au niveau du Parlement fédéral et qui garantirait l'équilibre financier du système de prévoyance vieillesse jusqu'en 2035. ■

Recommandations de vote de la CCIG

| | |
|--|-----|
| Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 | OUI |
| Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée | OUI |
| Arrêté fédéral sur la sécurité alimentaire (contre-projet direct à l'initiative populaire « Pour la sécurité alimentaire », qui a été retirée) | OUI |

INDICATEUR AVANCÉ ICO (IREG-CCIG-OCSTAT)

Réviser pour anticiper plus finement



En février dernier, la CCIG présentait le fonctionnement du nouvel indicateur avancé de la conjoncture ICO (IREG-CCIG-OCSTAT). Mais le réviser et le tenir à jour est essentiel. Le précédent outil, l'indicateur Léa-Pictet-OCSTAT (en vigueur depuis 1996), n'avait pas été revu depuis 2007, d'où un risque de perte de fiabilité.

Un indicateur avancé est un instrument de prévision utile, mais qui nécessite une révision périodique pour vérifier s'il a toujours de « l'avance » sur la situation économique et combien d'avance (décrit-il la situation de demain ou d'après-demain?). Composé actuellement d'une dizaine de séries statistiques, l'ICO est un indicateur simple, en apparence du moins. Une révision s'est imposée; c'est désormais chose faite grâce à un travail pointu. « Par comparaison, l'Office fédéral de la

statistique procède à la révision de l'indice des prix à la consommation tous les cinq ans », précise Roland Rietschin, directeur de l'OCSTAT (Office cantonal de la statistique).

Quelle sera donc la capacité prédictive de l'ICO révisé? « L'avance de l'indicateur sur la conjoncture sera un peu moindre que par le passé, entre trois et six mois plutôt qu'entre six et neuf mois », indique le professeur Giovanni Ferro-Luzzi, directeur de l'IREG (Institut de Recherche appliquée en Economie et Gestion).

Une composition ajustée

La révision d'un indicateur consiste essentiellement à sélectionner les séries qui vont le composer en fonction de différents critères. Ainsi, certaines séries sont très bonnes mais, calquées sur le PIB, elles n'ont aucune valeur prédictive. Par ail-

leurs, il convient de combiner données trimestrielles et mensuelles; selon la méthodologie communément acceptée, ces dernières doivent composer 60% des données pour pouvoir publier des mises à jour mensuelles. La révision de l'indicateur passe également par l'adoption d'un nouveau filtre pour la désaisonnalisation qui permet de mieux éliminer la composante saisonnière présente dans de nombreuses séries. « De façon générale, l'idée est de mettre en évidence les pics et les creux conjoncturels en filtrant la composante de tendance, de saisonnalité et aléatoire des séries », ajoute Giovanni Ferro-Luzzi.

Pour rappel, l'ICO doit prévoir les changements conjoncturels, autrement dit les « effets de bascule ». Encore faut-il savoir quand il y a un retournement de courbe suffisant et comment définir les pics et les creux.

Ce qui complique aussi la fiabilité de l'ICO, c'est qu'il entend couvrir les différents secteurs d'activité du canton de Genève. « Or, le monde bancaire ne réagit pas du tout comme l'industrie ou le bâtiment. L'exercice est donc délicat, mais passionnant », conclut Roland Rietschin. ■

CCIG Compte rendu

7 h 30 de la Chambre du 29 juin 2017



De gauche à droite: Charles Lassauce, CCIG; M^e Laurence Morand-Jacquemoud, Etude Sautter & Jacquemoud; Stéphane Gauthier, Les Digivores; Xavier Lodeiro, Groupe Mutuel; Carole Zraggen Linsler, Ecoservices; Claudio Pisani, Actaplus SA, et Sofiane Usman, qui a improvisé une présentation de la plateforme Kateo, destinée aux systèmes de sécurité.

Le Groupe Mutuel, Association d'assureurs, compte plus de 1,4 million d'assurés individuels dans les domaines santé, vie et patrimoine. Il propose également aux entreprises toute la gamme des assurances de personnes pour leurs cadres et collaborateurs. Aujourd'hui, plus de 19 000 entreprises lui font confiance pour l'indemnité journalière maladie LAMal et LCA ainsi que pour l'assurance-accident LAA. De plus, le Groupe Mutuel gère deux fondations de prévoyance professionnelle, le Groupe Mutuel Prévoyance GMP et la Mutuelle Valaisanne de Prévoyance. www.groupemutuel.ch

Guidé par son credo « Respect des autres, Respect de soi-même et Respect de la personne humaine », le cabinet fiduciaire ACTAPLUS SA considère l'établissement d'une déclaration fiscale ou d'un bilan non comme un but en soi, mais comme un moyen: celui de porter un regard critique sur le patrimoine de ses clients. Il ausculte cette intimité patrimoniale et rend un diagnostic avec les propositions pour le valoriser. www.actaplus.ch

Sur les chantiers, dans l'industrie ou en entreprise, Ecoservices offre des solutions de terrain dans les domaines de la sécurité au travail,

de la sécurité incendie, environnement et substances dangereuses. Une trentaine de collaborateurs en Suisse romande avec une gestion d'entreprise en adéquation avec la protection de la personne et de son environnement. www.ecoservices.ch

L'Etude de Maîtres Jacques Sautter & Laurence Jacquemoud est née en avril 2017 de l'union de l'Etude de M^e Jacques Sautter avec celle de M^e Laurence Jacquemoud. Son champ d'activité s'étend notamment aux domaines du droit de l'immobilier, du droit commercial, du droit de la famille et du droit des successions. L'Etude délivre des conseils et des documents en français, anglais et allemand principalement. www.notairesjs.ch

Créée en 2015, Les Digivores fournit aux entreprises des idées, des solutions novatrices et un plan d'actions concret pour développer leur notoriété et leurs affaires à l'aide d'Internet. Basée à Lausanne et Genève, l'agence propose du conseil et des solutions opérationnelles: stratégie de marketing digital, audits, sites web, applications mobiles, publicité en ligne, automatisation du marketing, référencement (SEO), mesures de performance et optimisation, etc. www.lesdigivores.ch

LE CHIFFRE CLÉ

4.8%

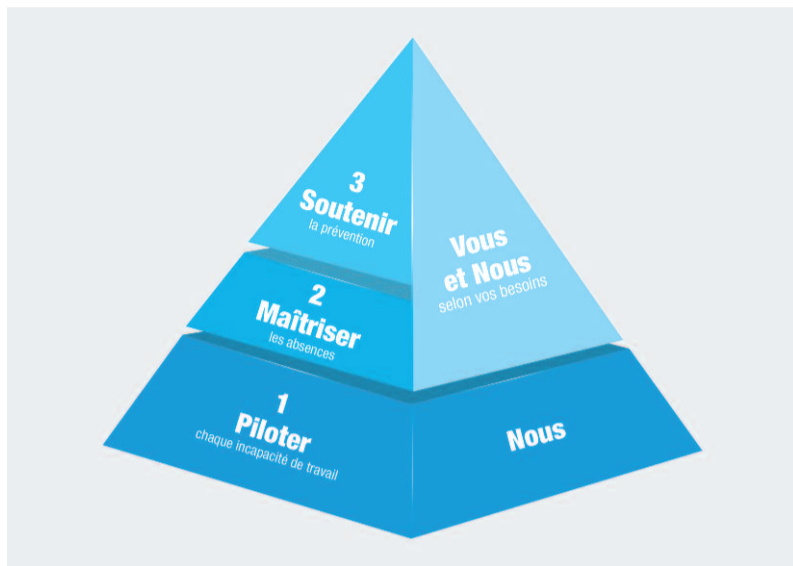
PROGRESSION* DU NOMBRE DE MEMBRES DE LA CCIG ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 2015 ET LE 31 DÉCEMBRE 2016

*2520 membres au 31 décembre 2016

PARTENAIRE

Gestion de la santé et des absences en entreprise

Le CorporateCare du Groupe Mutuel



Le programme CorporateCare développé par le Groupe Mutuel soutient les entreprises dans la gestion des absences et de la santé et vous apporte des plus-values. Il complète les conditions avantageuses pour l'assurance perte de gain en cas de maladie, l'assurance-accidents LAA et la prévoyance professionnelle.

Le taux d'absences et la santé de vos collaborateurs ont un impact direct sur la productivité qui est indispensable pour le succès de votre entreprise. C'est là que nous agissons. Pour gérer les absences et promouvoir la santé en entreprise, le programme CorporateCare du Groupe Mutuel comporte trois niveaux d'intervention, comme l'illustre la pyramide ci-dessus.

Piloter chaque incapacité de travail

Le premier niveau, le fondement de toutes les mesures du programme CorporateCare, se concentre sur la gestion optimale des absences annoncées à l'assureur par l'entreprise. En 2017, nos spécialistes consacrent une attention particulière à la réinsertion de vos collaborateurs après une absence prolongée. Il s'agit de prendre en compte toutes les mesures pour une reprise rapide et optimale du travail afin d'intégrer au plus tôt les divers acteurs (collaborateur concerné, médecin traitant, employeur, AI, assureur). Car vos collaborateurs sont votre actif le plus précieux.

Maîtriser les absences

Au 2^e niveau, notre CorporateCare vous accompagne avec diverses interventions sur mesure pour une meilleure gestion des absences. En 2017, la formation et l'engagement

des cadres sont au centre pour parvenir à l'objectif de la présence performante des collaborateurs.

Soutenir la prévention

Au 3^e niveau, nos spécialistes analysent vos besoins en termes de prévention des risques. Nous pouvons vous soutenir dans la réalisation de vos mesures et vous orienter vers les prestataires les plus compétents. En 2017, le thème fort est la promotion de la santé moyennant l'ergonomie. Plus concrètement, nous vous fournissons l'expertise nécessaire afin de prévenir les troubles de l'appareil locomoteur (dos, nuque, cervicales) concernant les gestes et postures ou le port de charges.

Comment en savoir plus ?

Téléchargez votre magazine « Corporate News » sur www.groupemutuel.ch/cnews. Et demandez-nous aujourd'hui encore, sans engagement, un diagnostic de votre entreprise. ■

Christian Feldhausen

INFORMATIONS :



Groupe Mutuel,
Assurances
Entreprise

Xavier Lodeiro
Membre du Management
Tél. 058 758 87 11
E-mail : xlodeiro@groupemutuel.ch
Route de Ferney 211,
1218 Grand-Saconnex
www.groupemutuel.ch/entreprise
www.corporatecare.ch



Assuré. Là. Maintenant.

SUISSE OUVERTE ET SOUVERAINE

Fermer les volets et secouer la boule à neige ?

Commençons par tordre le cou à un cliché : nous ne voulons pas adhérer à l'Union européenne. Et poursuivons par un constat objectif : la tendance générale n'est pas à l'ouverture, mais au repli.

Certains se complaisent à colporter l'idée qu'il suffirait de fermer les fenêtres et la porte à double tour pour que tout redevienne « comme avant ». Il est si simple et facile de tourner le dos à la complexité du monde dans lequel nous vivons, plutôt que de l'affronter et d'y apporter des réponses concrètes. Mais était-ce vraiment mieux avant ? Faut-il moins de croissance ? Si celle-ci amène son lot de défis, les années nonante avaient bien montré que l'absence de croissance est dramatique en termes d'emplois et de prospérité.

Mais voilà, le fait est que le protectionnisme est à la mode, malheureusement. On construit des barrières, non seulement commerciales, mais aussi avec de vraies briques et des barbelés. Inutile de traverser un océan pour s'en rendre compte, il suffit d'aller au sud de la Hongrie

pour en découvrir l'étendue. Des murs pour soi-disant protéger, plutôt pour exclure et diviser. Tiens, comme durant la seconde partie du 20^e siècle. Rassurant ? Pas vraiment.

Pour un pays comme la Suisse, dont l'exiguïté du marché intérieur lui impose de pouvoir accéder aux marchés internationaux avec le moins d'entraves possibles pour y écouler ses biens et y proposer ses services, le retour de mesures protectionnistes est une tendance inquiétante dont on aurait tort de se réjouir. Et pourtant, certains s'en frottent déjà les mains, galvanisés par la victoire – à la Pyrrhus – des *Brexiters*, pensant sans doute que la Suisse peut vivre en autarcie et séduits par l'idée que la fin de la libre circulation des personnes signifiera la fin des problèmes en Suisse. Simple comme bonjour. Et si nous revenions plutôt aux faits ? Objectivement, pour un pays comme le nôtre, la libre circulation n'est pas la cause de nos problèmes, mais la conséquence d'une croissance que beaucoup nous envient ; une croissance dont il s'agit d'accompagner les effets, de manière pragmatique et réaliste pour ne laisser « personne au bord du chemin ».

En réalité, il n'est pas chose aisée que de répondre aux préoccupations légitimes de la population face à la libéralisation des échanges. Mais la réponse ne se trouve pas dans le protectionnisme, ni dans les discours simplistes. Notre société vit des mutations profondes, engendrées par la mondialisation et dopées par les avancées technologiques. La Suisse n'y échappe pas et, d'ailleurs, elle en profite largement. D'importants dossiers sur nos relations avec l'extérieur nous attendent : l'initiative de l'UDC contre les droits humains, les négociations sur un accord-cadre ou le lancement par l'ASIN d'une initiative dénonçant la libre circulation des personnes sont tout autant de dossiers qui façonneront durablement l'avenir de notre pays, et sur lesquels nous reviendrons dans un prochain article. Toutefois, ce n'est pas en fermant les volets et en secouant la boule à neige pour faire tomber quelques flocons sur le chalet qu'on apportera des solutions justes, équilibrées et praticables. ■

Carmelo Laganà
suppléant romand d'économiesuisse

INFORMATIONS :

www.ouverte-souveraine.ch

RÉSEAUX SOCIAUX

L'e-reputation : un problème réel plus que virtuel

L'e-reputation, vous connaissez ? C'est l'image que vous donnez de vous ou de votre entreprise via les réseaux sociaux et autres plateformes en ligne. Un enjeu à ne pas négliger, faute de quoi les conséquences personnelles et économiques peuvent être lourdes. Stéphane Koch, conseiller-formateur en stratégie digitale et spécialiste en sécurité de l'information, a été invité récemment par le Groupe Mutuel pour en parler aux membres de la CCIG.

Perdre le contrôle de son ordinateur et se faire dérober une série de données est devenu fréquent. Sans être des hackers surdoués, des personnes mal intentionnées peuvent facilement profiter d'une faille de sécurité ou d'une erreur humaine pour soutirer des informations et monnayer leur reddition.

L'opinion publique condamne vite les victimes qui ne se sont pas prémunies face à ces dangers de

fraudes ou « sextorsion ». Dans la dernière campagne présidentielle américaine, Hillary Clinton en a fait l'amère expérience : la démocrate a perdu l'élection à la suite d'erreurs de protection qui ont sali sa réputation. Comble de l'ironie : la justice peut aller jusqu'à actionner des poursuites pénales contre la victime, si celle-ci ne peut prouver son innocence. Certaines sociétés méritantes ont vu leur e-reputation entachée par manque de vigilance.

Des protections indispensables

Mais, comme la communication est indispensable et qu'aujourd'hui elle ne se fait guère sans utiliser Internet, la sécurité est primordiale. Vies privée et professionnelle doivent impérativement être cloisonnées. La numérisation fait parfois perdre des données importantes ou, à l'inverse, empêche que des informations effacées ne le soient complètement.

Il n'y a pourtant pas besoin d'être un expert pour maîtriser sa commu-

nication et gérer son identité numérique. Il est d'abord impératif d'avoir des mots de passe sécurisés, de faire des sauvegardes et de surveiller ses supports mobiles. Quand on reçoit un message, le meilleur conseil est d'avoir du bon sens. Et surtout, dès qu'il y a un soupçon, ne jamais y donner suite. Avant d'accepter une demande sur Facebook et d'accorder des permissions aux applications que l'on télécharge, bien vérifier la cohérence des données et leur pertinence.

Dans une entreprise, la Direction doit veiller à « éduquer » en continu ses employés aux risques et définir une politique d'utilisation optimale des réseaux sociaux (en définissant par exemple des degrés d'information sur les profils). Elle doit aussi savoir ce qu'elle communique ou non à l'interne, l'idée étant d'éviter tout risque de divulgation inutile. Ou encore faire prendre conscience aux employés de leur responsabilité à l'égard de l'image de la société. ■

SPONSOR CORNER

Veiller à sa renommée pour s'améliorer

C'est un couteau à double tranchant : les sites d'avis en ligne sont sans doute les meilleurs alliés des hôtels-restaurants. Cependant, si l'*e-reputation* n'est pas maîtrisée, cela peut devenir l'ennemi numéro un de l'entreprise. Le développement des supports d'avis en ligne fait de l'*e-reputation* un élément déterminant du succès d'un établissement.

De nos jours, des sites à succès comme *TripAdvisor* et *Booking.com*, mais aussi les réseaux sociaux ont un impact immédiat et étendu sur l'*e-reputation* des hôtels-

restaurants. Il s'agit là d'un challenge, qui peut s'avérer compliqué à surmonter lorsque les critiques formulées sont négatives. En effet, la difficulté majeure se

trouve lorsque les commentaires ne reflètent pas la réalité.

Les professionnels ont des solutions concrètes pour maîtriser leur

e-reputation. Une gestion qui nécessite des efforts mais qui, à terme, en vaut la peine. Le prestataire a intérêt à améliorer rapidement un service défaillant en fonc-

tion des commentaires, lorsqu'ils paraissent pertinents. Au cas où des informations mensongères sont véhiculées, il se doit d'intervenir au plus vite auprès des responsables du site pour en modifier le contenu.

Une réservation se fait avant tout par Internet, auprès d'agences en ligne ou sur le site web de l'établissement. Une bonne réputation permet de fidéliser sa clientèle tout en séduisant de nouveaux venus. ■

Un impact réel sur les activités

L'influence des avis en ligne est estimée à plus de 10 milliards de dollars par an dans la seule industrie du voyage. Neuf internautes sur 10 dans le monde estiment que ces opinions ont une influence majeure sur leur choix de réservation. C'est du moins ce que prétend un sondage de *TripAdvisor*, publié en avril 2013. En plus des critiques particulières, le prix et la localisation sont les deux critères les plus importants. 77 % se réfèrent souvent ou toujours aux commentaires dans *TripAdvisor* avant de choisir un hôtel et 50 % pour un restaurant. La plupart des internautes consultent entre six et douze commentaires, de préférence récents, avant de fixer leur choix.

Interview d'Erik Wagenaar, directeur général de l'hôtel Ramada Encore Geneva



Pour vous, l'*e-reputation*, c'est un atout ou un obstacle ?

C'est clairement un atout : elle profite à toute l'économie touristique. Elle est même incontournable dans l'hôtellerie-restauration. Désormais, on doit travailler avec des sites de réservations ou d'opinions. Cela demande une grande implication, car il faut répondre sans tarder aux commentaires des clients et cela encourage à mettre en place une communication encore plus interactive avec ses clients.

À mon sens, il est nécessaire de gérer l'*e-reputation* au jour le jour ; c'est un des piliers pour conserver un standard de qualité, faire face à la concurrence et développer une stratégie d'innovation. L'*e-reputation* a transformé nos sociétés et le mode de prise de décision de nos clients. En cela, nous avons longtemps fait référence à des sites comme l'incontournable *TripAdvisor*. Toutefois, aujourd'hui, de nouveaux outils apparaissent comme *Google review*, *Facebook*, *Instagram*... Nous remarquons d'ailleurs que *Google review* a gagné de nombreuses parts de mar-

ché grâce à sa position de leader des moteurs de recherche. En effet, les commentaires des clients sont visibles dès la recherche de l'établissement sur *Google*, ce qui propulse l'*e-reputation* en première ligne, mais également sur l'application *localguide.com* de *Google maps*. Les Asiatiques partagent plutôt leur expérience en se géolocalisant, tandis que les Européens sont plus disposés à laisser des formulations écrites.

Concrètement, comment recueillez-vous les avis ?

Au Ramada Encore Geneva, nous utilisons différents moyens. Traditionnellement, nous mettons un mot de bienvenue dans les chambres avec un message qui encourage à écrire un commentaire sur une carte spécifique. Ensuite, après chaque départ de nos clients, nous leur adressons un email qui permet de recueillir leur avis sur le site du groupe Wyndham, groupe auquel nous appartenons ; une fois le commentaire envoyé, le client a la possibilité de publier une partie de son avis sur *TripAdvisor* ou de le laisser uniquement à l'hôtel. Le client est également encouragé à déposer son avis sur le site qu'il a utilisé pour effectuer sa réservation en ligne.

Nous exerçons une veille de notre *e-reputation* grâce au système *Revinat*. Ce dernier agit comme un « radar sur le web » pour détecter toute citation de notre nom Ramada Encore Geneva. Dès que notre nom est cité, nous recevons une alerte qui nous avertit du contenu et de l'origine du commentaire dans toutes les langues, qu'il s'agisse d'une clientèle



L'une des 154 chambres du Ramada Encore Geneva.

professionnelle ou de loisirs. Cela nous aide à adresser une réponse ciblée à son auteur et à rectifier ce qui peut l'être. Ce suivi est valorisé et rassure le client.

Mais on ne peut pas répondre à toutes les critiques...

Si ces critiques sont objectives et justifiées, nous essayons dans la mesure du possible de mettre aussitôt en œuvre des actions correctives. Nos clients sont fortement influencés par leurs émotions ; de ce fait, il arrive que nous recevions des commentaires subjectifs inappropriés, voire excessifs. Dans ce cas, nous préparons une réponse adéquate. Ainsi, au travers de notre stratégie de communication, nous essayons de transmettre nos valeurs au client, bien que ce soit plus compliqué que de changer une ampoule défectueuse. Nous sommes en pleine réflexion pour développer une communication encore plus interactive avec nos clients afin de répondre à leurs attentes, commentaires et interrogations durant leur séjour et non lorsqu'ils ont quitté l'hôtel. Dans ce sens, nous aimerions transformer un simple séjour en une expérience « WOW ».

Comment faisiez-vous avant l'ère de l'*e-reputation* ?

Dès nos débuts, notre hôtel a tenu une réunion mensuelle pour analyser ce qui donnait le plus de satisfaction et ce qu'il fallait améliorer. Pour cela, nous nous appuyons sur les échanges directs au niveau de la réception, les retours écrits et les observations extérieures recueillies. Dans le but d'utiliser au maximum ces commentaires, nous avons systématisé la procédure au quotidien et mené un travail d'équipe pour améliorer nos services.

Mais il faut aussi accepter que certains éléments nous échappent...

Certes les critiques seront toujours visibles et nous devons en tirer un apprentissage pour améliorer nos services, produit et image. Cela peut impliquer de prendre des risques pour accroître notre *e-reputation*.

Le Ramada Encore Genève peut se targuer d'avoir un score qu'honorable pour sa *e-reputation*...

Effectivement, nous avons même reçu différents certificats d'excellence de *TripAdvisor*, *Holiday Check* ou

encore *Top Choice*... Prestigieux, mais attention aux notes : mieux vaut avoir un score de 4,8 sur 5 avec 100 commentaires qu'un 5 sur 5 avec seulement 3 commentaires. Les détails ont leur importance !

Du côté du client internaute, il peut y avoir aussi des doutes sur la sincérité de nos valeurs. Il reste des risques que des avis soient biaisés, mais en compilant l'ensemble des opinions positives et négatives, chacun se fait déjà une bonne idée du produit ou des prestations. C'est donc notre responsabilité de veiller à maintenir et développer la qualité de nos produits et d'améliorer notre offre de services afin d'encourager la mise en ligne des commentaires.



Hotel Ramada Encore Genève
10-12, route des Jeunes
1227 Carouge
Tél. : +41 (0)22 309 50 00
www.ramada-encore-geneve.ch



AGENDA

LEGALTECH

Jeudi 14 septembre 2017 de 8 h 30 à 13 h 30
Maison de la Paix, ch. Eugène-Rigot 2, Genève

L'électrochoc numérique

Lors de cet événement, deux conférences-tables rondes traiteront, en première partie de matinée, des « innovations technologiques » et des « Enjeux pour les professionnels ». Suivront deux ateliers pratiques sur les outils numériques à disposition du management, ainsi que sur la communication et la gestion de la connaissance.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.electrochocnumeriquegeneve.com

RÉSEAUTAGE POUR LÈVE-TÔT

Jeudi 21 septembre 2017 de 7 h 30 à 9 h 30 - CCIG

Le 7 h 30 de la Chambre

Venez assister aux présentations des entreprises suivantes :

LA TOUR RÉSEAU DE SOINS SA - www.la-tour.ch

BANQUE CANTONALE DE GENÈVE - www.bcge.ch

MIGROS GENÈVE – CATERING SERVICES
www.migros.ch/fr/gastronomie/party-service

FERT GESTION SA - www.fert.ch

BFB SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE - www.bfb.ch

CAP IMAGE - www.capimage.ch

PREMIÈRE IMPRESSION - www.premiere-impression.com

SAFE HOST SA - www.safehost.com

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

COMMERCE INTERNATIONAL

Mercredi 27 septembre 2017 de 8 h 30 à 17 h 30
Ramada Encore Genève, route des Jeunes 10, Carouge

8^e Forum d'Affaires Franco-Suisse

Dédiée aux rencontres franco-suisse, la Journée alternera des rendez-vous d'affaires pré-organisés et personnalisés selon les besoins du participant, des ateliers sur l'implantation et le développement d'activités sur les marchés suisse et français, des ateliers sur les marchés publics et l'e-commerce, ainsi qu'une table-ronde sur la stratégie de marque.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.fafs.ch

SÉMINAIRE DE FORMATION – RÉSERVÉ AUX MEMBRES

Vendredi 29 septembre 2017 de 8 h 00 à 9 h 00 - CCIG

Comment présenter efficacement son entreprise

Au travers d'exercices pratiques, ce séminaire explique comment construire une présentation, qui deviendra un élément efficace de sa communication professionnelle.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

TABLE RONDE DU GRAND GENÈVE

Mardi 3 octobre 2017 de 7 h 45 à 9 h 30 - CCIG

Comment développer votre activité grâce aux applications et géo-données transfrontalières ?

Les géo-données, qui permettent de localiser sur le territoire des objets, sont collectées sur le territoire du Grand Genève depuis plusieurs années déjà. Pour en exploiter tout le potentiel, il est nécessaire de les traiter. De ce constat est né le Geofab, un appel à candidatures de projets innovants permettant d'utiliser les géo-données numériques afin de contribuer au dynamisme économique de la région. La première sélection de lauréats a eu lieu 31 août et cette troisième « Table ronde du Grand Genève » leur est consacrée.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS DE L'AUTOMNE

Mardi 3 octobre 2017 dès 17 h - Ramada Encore Genève, rte des Jeunes 10, Carouge

Salon du Vin

La 8^e édition du Salon du Vin permettra de découvrir les crus de viticulteurs membres de la CCIG.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

Jeudi 9 novembre 2017 de 15 h à 22 h - Ramada Encore Genève, rte des Jeunes 10, Carouge

15^e Événement économique

Les membres et invités de la CCIG recevront prochainement le carton d'invitation.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

Save the date

SÉMINAIRE DE FORMATION – RÉSERVÉ AUX MEMBRES

Vendredi 6 octobre 2017 de 8 h 00 à 10 h 00 - CCIG

Les étapes-clé pour la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise

Ce séminaire enseignera comment traiter les situations les plus complexes et répondre aux défis permanents de l'entreprise.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

EXPORTATIONS

Vendredi 6 octobre 2017 de 8 h 45 à 11 h 45 - CCIG

Origine non préférentielle

Ce petit déjeuner s'adresse à toutes les personnes en charge des exportations dans les entreprises et aux collaborateurs souhaitant en savoir davantage sur ce sujet.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda



PHOTOVOLTAÏQUE



CHAUFFAGE

VOTRE PÔLE DE COMPÉTENCES EN ÉNERGIE

Les sociétés de Groupe E vous proposent des solutions durables et innovantes en matière d'énergie.

groupe e



ÉLECTROMÉNAGER



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



TRAITEMENT DE L'EAU



MOBILITÉ

AGENDA suite

SÉMINAIRE DE FORMATION - RÉSERVÉ AUX MEMBRES

Lundis 9 et 16 octobre 2017 de 8h à 10h - CCIG

Convaincre ou persuader ?
Améliorer l'impact de son langage non verbal (1 et 2)

Ces deux séminaires, qui peuvent être suivis indépendamment, ont pour objectif de permettre aux participants d'être à la fois convaincants et persuasifs. Ils présentent des outils pratiques pour mieux comprendre le langage non verbal et apprendre à le maîtriser.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

SÉMINAIRE DE FORMATION - RÉSERVÉ AUX MEMBRES

Vendredi 13 octobre 2017 de 8h à 10h - CCIG

Boostez votre chiffre d'affaires et améliorez la rentabilité de votre entreprise

Ce séminaire, qui s'inscrit comme la suite de celui intitulé « Les étapes-clé pour la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise » (voir p.11), donnera des pistes simples mais qui ont fait leurs preuves sur la manière de dynamiser les ventes. Il présentera également un modèle permettant une augmentation conséquente de la rentabilité brute en 18 à 24 mois.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

APPELS D'OFFRE PUBLICS

Judi 19 octobre 2017 de 8h à 10h - CCIG

Marchés publics: enjeu stratégique pour les entreprises

Ce séminaire s'adresse aux membres de Conseils d'administration et aux dirigeants d'entreprise. Il a pour objectif de décortiquer les mécanismes des appels d'offre publics et de communiquer quelques bonnes pratiques en matière de soumission, en confrontant les expériences de deux personnalités du « terrain »: M^e Bertrand Reich, avocat spécialisé en marchés publics et ancien magistrat communal, et Claude Devillard, administrateur et directeur général de Devillard SA.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda



La CCIG sera exceptionnellement fermée le mardi 26 septembre 2017.

SPONSORS

PLATINE

SKYNIIGHT RAMADA encore Geneva

La Tour RÉSEAU DE SOINS BCGE

OR

ORACLE Allianz GONET BANQUIERS 1845

Groupe Mutuel DAUDIN&CIE GESTION DE PATRIMOINE IMMOBILIER

ARGENT

PORTS FRANCS SWISS RISK CARE CATERING SERVICES MIGROS

BRONZE

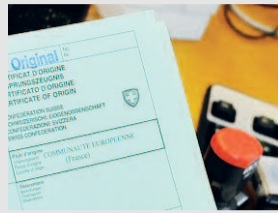
MESSERLI Services eu Business School CITROËN fert easyJet JTI CP

accès Personnel BDO PROTECTAS P&G BALESTRAFFIC Procure Systems TRB

EXPORTATIONS

Mardi 28 novembre 2017 de 8h45 à 11h45 - CCIG

Comment obtenir vos carnets ATA



Document douanier international, le carnet ATA permet d'importer temporairement des marchandises sans payer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits de douane.

Ce séminaire est destiné aux personnes désireuses d'apprendre à établir un carnet ATA.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

SWISS BOARD INSTITUTE

Judi 1^{er} février 2018

IMD Business School, ch. de Bellerive 34, Lausanne

Journée du Conseil d'administration

Les inscriptions à la prochaine édition de la Journée du Conseil d'administration, pour laquelle les administrateurs des entreprises membres de la CCIG bénéficient du tarif préférentiel, sont ouvertes.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.swissboardinstitute.ch

VOIR AUSSI LES ÉVÉNEMENTS SUIVANTS

p.4 Iran twenty months after lifting of international sanctions

Léman Business Matchmaking 2017

p.6 4^e Café digital - Sécurisez vos données dans le Cloud

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG. Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition: Alexandra Rys

Rédaction: Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier, Nathalie Hardyn, Charles Lassauce, Marc Rädler, Alexandra Rys

Publicité: Publi Annonces SA, tél. 022 308 68 78

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations: publications@ccig.ch

Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale
Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00

MIXTE Papier issu de sources responsables FSC® C008839

myclimate neutral myclimate.org

imprimé en suisse

OVERSEAS
UNE INVITATION AU VOYAGE

OVERSEAS CHRONOGAPHE

VACHERON CONSTANTIN
GENÈVE, DEPUIS 1755